SITTOMAT

Comité syndical

12 AVRIL 2023

Procès-Verbal

Étaient présents :

Gilles VINCENT, Président
Jean-Luc GRANET
René CASTELL
Jean TEYSSIER
Chrystelle GOHARD
Robert BERTI
Patrick BOUBEKER
Jean-Luc VITRANT
Christine SINQUIN
Thierry ALBERTINI
Luc de SAINT-SERNIN
Robert BENEVENTI
Michel LE DARD
Jean PLENAT
Patrick MARTINELLI
Bernard MARTINEZ
Anne-Marie METAL
Albert TANGUY

Christophe DELIGNY
Michel MARIN
Sandra LE BEC PEINADO
Raphaël VIAN

ORDRE DU JOUR

Adoption des procès-verbaux de la Commission mixte du 1 ^{er} mars 2023 et du Comité Syndical du 15 mars 2023	3
I. 1781 – Approbation du Compte de Gestion 2022 du Receveur Principal Municipal de Toulon, Trésorier du SITTOMAT	3
II. 1782 - Adoption du Compte Administratif 2022 du SITTOMAT	3
III. 1783 - Affectation des résultats 2022	4
IV. 1784 - Adoption du Budget Primitif 2023 du SITTOMAT	5
V. 1785 - Révision de l'autorisation de programme et des crédits de paiement relatif à l'opération de construction du centre de tri des collectes sélectives du SITTOMAT	9
VI. 1786 – Élection de deux Vice-Présidents	10
VII. 1787 – Autorisation au Président pour signer l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation et la modernisation de l'UVE du SITTOMAT	10
VIII. 1788 – Autorisation au Président ou à son représentant pour signer les avenants n°1 aux marchés de mise à disposition, entretien, maintenance et transports des bennes de déchèteries de l'aire toulonnaise lots 1, 2 et 3	12
IX. 1789 – Autorisation au Président ou à son représentant pour signer le marché relatif à la sensibilisation au tri des biodéchets et à la distribution de composteurs en porte à porte	12
X. 1790 – Autorisation au Président pour solliciter les aides les plus larges pour les opérations de sensibilisation au tri des biodéchets et la mise à disposition de composteurs	13
XI. 1791 – Autorisation au Président pour renouveler l'agrément du SITTOMAT à l'accueil de deux volontaires du Service Civique	13
XII. 1792 – Renouvellement d'une activité accessoire au profit de Monsieur Sylvain Couzet	14

Le Président

Bonjour à tous.

Adoption des procès-verbaux de la Commission mixte du 1er mars 2023 et du Comité syndical du 15 mars 2023**Le Président**

Nous allons démarrer si tout le monde est là. Nous allons démarrer par l'adoption des procès-verbaux de la Commission mixte du 1^{er} mars et du Conseil syndical du 15 mars 2023.

Est-ce que quelqu'un a des commentaires ou des remarques à faire ? Non ? Je vous propose de passer au vote. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité. Merci.

I. 1781 – Approbation du Compte de Gestion 2022 du Receveur Principal Municipal de Toulon, Trésorier du SITTOMAT**Le Président**

Compte de gestion du receveur municipal, Robert.

Robert BENEVENTI

Merci. Bonjour à tous. Le Compte de gestion, c'est surtout la balance de reprise qui reprend les résultats de la clôture de l'exercice précédent, qui prend les résultats de l'exercice en cours. Sur l'exercice en cours, vous constatez qu'il y a un déficit de plus de trois millions. Cela veut dire que l'on a utilisé l'excédent et l'on est allé même au-delà. Par contre, il y a un excédent en ce qui concerne le fonctionnement. Ce qui nous donne un résultat de clôture de l'exercice pour 2022 de 10 986 885,27 euros, c'est-à-dire en augmentation par rapport au résultat précédent. On pourrait faire la remarque que cela fait beaucoup d'excédent, mais compte tenu de ce que l'on va réaliser à partir de 2023, c'est plutôt bien de redémarrer sur des montants aussi importants.

Évidemment, et nous allons le voir avec l'analyse du Compte administratif, tous ces chiffres sont parfaitement en conformité avec les nôtres, ceux de l'administration du SITTOMAT.

Le Président

Avez-vous des questions ? Pas de questions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité. Merci.

II. 1782 - Adoption du Compte Administratif 2022 du SITTOMAT**Le Président**

Nous passons maintenant au Compte administratif.

Robert BENEVENTI

Nous avons le Compte administratif qui vous est présenté avec le tableau que vous avez sous les yeux. Vous avez bien entendu la totalité des dépenses avec 56 652 487,12 euros et la totalité des recettes pour un montant de 66 878 575,78 euros. Lorsque l'on fait la différence entre les deux, on se retrouve avec un excédent de 10 226 088,66 euros. Lorsque l'on réintègre les restes à réaliser qui sont juste au milieu, à 760 797 euros, on arrive bien aux 10 986 886,27 euros de notre Compte de gestion du payeur. On a donc bien les mêmes montants. Il s'agit là du Compte administratif.

Ce Compte administratif, pour être conforme au règlement, va être voté par chapitre. Vous l'avez en page 8. Vous avez donc le réalisé du chapitre 11 à 46 122 622 euros. Le chapitre 12, charges de personnels à 686 054 euros. Le 65, autres charges de gestion, à 1 800 987,50 euros. Vous avez tous les documents en main puisque vous avez ce que j'ai reçu moi aussi. Ensuite, vous avez le 67, charges exceptionnelles pour 141 678 euros et les opérations d'ordre pour 1 959 244 euros. On a bien le total de 50 710 587,37 euros pour les dépenses de fonctionnement.

Pour les recettes, au 70, on a 43 769 424 euros. Au 74, 9 971 426 euros. Le 013, c'était 2 006 euros. Les autres produits de gestion courante au 75, c'est 655 579 euros. Ensuite, nous avons des produits exceptionnels pour 151 218 euros et les opérations d'ordre pour 55 362 euros. Un total de 54 605 199,06 euros.

En ce qui concerne des dépenses d'investissement, elles s'élèvent 5 125 739,35 euros avec des restes à réaliser pour 760 797,61 euros. Toutes ces dépenses sont réparties sur l'ensemble des opérations que vous avez dans les pages suivantes.

Je vous les rappelle rapidement. Vous avez tout d'abord la collecte sélective, la 971. La 972, c'est l'Usine. Ensuite, vous avez l'opération 973 pour les composteurs individuels. La 974, c'est le Quai de la Mole. La 975 qui pour l'instant est modeste, mais qui va grossir, c'est le centre de tri. La 976, c'est l'opération Life Subvention Europe. L'ensemble représente les cinq millions d'euros. Jusqu'à là, cela reste modeste.

Comme recettes, nous avons l'excédent et une opération d'ordre. Lorsque l'on fait l'addition de l'excédent et de l'opération d'ordre, évidemment, on se trouve avec un déficit d'à peu près trois millions d'euros, ce qui était prévu. Cela nous permet de puiser sur les excédents. Voilà concernant le Compte administratif.

En ce qui concerne les chiffres définitifs, vous avez en page 16, les 5 181 102 euros de dépenses d'investissement de l'exercice et lorsque l'on compare avec les chiffres du Trésor, nous sommes parfaitement en phase puisqu'en recettes, en page 17, vous avez les deux recettes. L'excédent de 2 141 000 euros et le solde N-1 de 2 064 000 euros. Ce qui fait un total de 4 205 000 euros. La différence entre les deux est de -975 541,93 euros, donc nous sommes vraiment identiques au centime près avec l'opération du compte du Trésor.

Je n'ai pas d'autres détails à vous communiquer concernant ce Compte administratif qui reste un Compte administratif modeste, mais qui a été voulu comme ça. Il nous permet de dégager un excédent de plus de 10 millions d'euros et avec cet excédent de 10 millions d'euros, nous allons pouvoir rebondir en 2023 sur toutes les opérations que nous devons réaliser au niveau du SITTOMAT.

S'agissant du Compte administratif, si vous avez des questions, vous pouvez me les poser. Sinon, je suis obligé de demander au Président de se déporter. Si vous n'avez pas de question, je vais donc mettre aux voix ce Compte administratif du Président Gilles Vincent. Qui est pour ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Il est voté à l'unanimité et je vous en remercie. Nous allons rappeler le Président afin qu'il continue à présider la séance.

III. 1783 - Affectation des résultats 2022

Le Président

Nous allons passer à l'affectation des résultats. Robert, tu continues.

Robert BENEVENTI

La Commission mixte a donné un avis favorable sur ce dossier. C'est la dernière fois que nous le faisons sous l'application de l'instruction budgétaire et comptable M14 puisque nous passons en M57 à partir de 2023. En fonction de cette application, nous vous proposons un résultat de fonctionnement de clôture en 2022 de 11 962 428,20 euros. Les besoins réels de financement de la section d'investissement, en tenant compte d'un déficit de 3 039 839,32 euros et du résultat reporté de 2 064 297 euros, le résultat de clôture, comme nous venons de le voir, était négatif de 975 541,93 euros. Il faut y ajouter des dépenses d'investissement qui sont en restes à réaliser à hauteur de 760 797 euros. Ce qui nous donne un résultat de clôture 2022, après restes à réaliser, en déficit de 1 736 339,54 euros.

Nous vous proposons donc :

- De reporter au budget primitif 2023, sens recettes, section de fonctionnement, un montant de 10 226 088,66 euros,
- De décider de reporter au budget primitif 2023, le déficit de 975 541,93 euros,
- De décider d'affecter au compte 1068, excédents de fonctionnement capitalisés, le montant nécessaire pour couvrir tout cela, de 1 736 339,54 euros.

En prenant ces décisions, nous couvrons les restes à réaliser, le résultat de clôture déficitaire de l'investissement et il nous reste 10 226 000 d'euros en fonctionnement en excédent.

Avez-vous des questions ?

Le Président

Pas de questions ? Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité. Merci.

IV. 1784 - Adoption du Budget Primitif 2023 du SITTOMAT**Le Président**

Robert, tu continues.

Robert BENEVENTI

Cette fois, il s'agit de la reprise, à la suite du rapport d'orientations budgétaires présenté 60 jours avant, qui est conforme à l'instruction nouvelle M57. Avant de vous présenter les comptes, je voulais rappeler que cela se traduit dans le budget 2023 par une hausse de six euros hors taxes de la redevance ordures ménagères, répercutant les hausses d'un euro par tonne pour la TGAP, 4,03 euros par tonne au titre de la DSP Zéphire et 0,97 euro par tonne pour le transport et le traitement des résidus de fumées d'incinération, les REFION. Le tarif appliqué au traitement des OMR et des refus de tri s'établit ainsi à 94,50 euros hors taxes la tonne.

Concernant l'investissement, la finalisation des travaux du BREF incinération, l'achat du terrain de la Farlède et le démarrage du marché global de performance pour le centre de tri des collectes sélectives, la campagne d'équipement des foyers en composteurs individuels et l'installation des points tri totalisent un montant de dépenses de 15 746 225 euros pour 2023. Ces dépenses seront couvertes en recettes par le virement de la section de fonctionnement auquel s'ajoute cette année plusieurs bonnes nouvelles, le produit des recettes exceptionnelles de ventes d'énergie de Zéphire, en 2022, un excédent de 2,2 millions d'euros et la reprise des provisions constituées dans le cadre de la clause de revoyure du contrat de l'Usine, 2,5 millions d'euros. Et nous n'avons pas eu besoin de nous en servir. C'est la deuxième bonne nouvelle. Pour l'équilibre des collectes

sélectives de l'aire toulonnaise, on avait mis un million de côté et l'on récupère le million d'euros. Il conviendra, pour les mêmes raisons de financement du programme pluriannuel des investissements du Syndicat, qu'une contribution d'équilibre du bilan de la collecte sélective soit appelée à partir de 2024, au moment des réajustements. C'est un point majeur que l'on décide maintenant. Après, il faudra le suivre.

Ce budget primitif, conforme pour la première année à la M57, suite à la délibération du 21 décembre 2022 adoptant la nomenclature comptable M57, ainsi que les règles d'amortissement, se présente comme suit. Voilà le tableau sur l'écran. Vous avez les crédits d'investissement votés au titre du présent budget pour un total de 16 205 246 euros, les recettes pour 17 941 585 euros, les restes à réaliser qui s'ajoutent en dépenses pour 760 797 euros, le solde d'exécution d'investissement de N-1 puisqu'il était déficitaire de 975 541 euros. Ce qui donne bien un total de 17 941 585 euros.

Pour les crédits de fonctionnement, le coût au titre du présent budget est de 77 259 825 euros. En recettes, nous avons 67 033 736 euros. On reprend les résultats de fonctionnement reportés, 10 226 088 euros, ce qui nous permet d'équilibrer la section à 77 259 825 euros. Les deux sections additionnées frisent les 100 millions d'euros, mais nous n'y sommes pas encore, 95 201 410 euros. Voilà concernant les chiffres principaux.

Les éléments qui sont présentés ou qui seront présentés sont :

- D'adopter l'exposé qui précède,
- D'adopter l'ensemble des annexes du présent budget,
- D'adopter les contributions communales telles que ci-dessus et jointes en annexe,
- D'adopter le coût du traitement des ordures ménagères pour 94,5 euros hors taxes la tonne, TGAP comprise,
- D'adopter le coût de traitement des résidus facturés par le SITTOMAT (Hôpital Sainte-Anne) à 147 euros hors taxes la tonne, TGAP comprise,
- D'adopter le tarif de destruction confidentielle de la Société AZUR Valorisation à 449,82 euros hors taxes la tonne, hors TGAP,
- D'adopter le coût de traitement des résidus assimilables aux ordures ménagères dans le cadre des vides de fosse comme suit : 140 euros hors taxes la tonne et hors TGAP.
- D'adopter le tarif des déchets hospitaliers à 220 euros hors taxes la tonne et hors TGAP. Ce tarif ne comprend pas la question des chariots.
- D'adopter le tarif des déchets CYCLAMED à 108,50 euros hors taxes la tonne, hors TGAP,
- D'adopter le budget primitif 2023 par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre avec les chapitres opérations d'équipements.

Tout cela a été vu en détail lors de la Commission mixte.

Nous allons commencer par le fonctionnement, si vous le voulez bien, en page 15 où vous avez tous les chapitres. Vous avez tout d'abord le chapitre 11, charges à caractère général. C'est évidemment le plus gros et de très loin. Le total est de 58 203 000 euros. Cela concerne le traitement, la collecte, les transports, ainsi que les impôts et taxes. Vous avez ensuite le chapitre 12, charges de personnel, 750 000 euros. Le chapitre 65, autres charges de gestion pour 1 917 100 euros. C'est la restitution des recettes des déchèteries. Il y a aussi les indemnités des élus, mais la somme est très modeste autour de 75 000 euros. Vous avez ensuite les charges financières pour 50 000 euros et vous avez le chapitre 67, charges spécifiques. Il s'agit du réajustement des OMR pour 658 000 euros et les transports. Cela nous fait un total de 61 578 100 euros. Nous avons le virement à la section d'investissement pour 13 481 725 euros et une opération d'ordre de 2,2 millions d'euros. Le total de tous ces chapitres est de 77 259 825 euros. Voilà pour les dépenses.

Dans les recettes, vous avez les atténuations de charges pour 2 000 euros. Vous avez les produits des services des domaines et des ventes diverses pour 49 299 236 euros. C'est tout ce que je vous ai annoncé en termes de tarifs qui donne ce résultat. Les dotations et les participations pour 11 526 000 euros et les autres produits de gestion pour 2 651 000 euros. Cela nous donne un total de 63 478 000 euros auquel nous rajoutons les reprises sur amortissements et dépréciations, les provisions qui sont toutes récupérées, 2,5 millions d'euros d'un côté et un million d'euros de l'autre, pour 3,5 millions d'euros. Nous arrivons donc à 66 millions d'euros. Ensuite, il y a une opération d'ordre pour 55 500 euros et bien évidemment, la reprise du résultat reporté pour 10 226 000,88 euros. Nous obtenons donc bien le total de 77 millions d'euros qui équilibre le budget en ce qui concerne le fonctionnement.

Concernant l'investissement, nous avons 55 500 euros au chapitre 13 et nous avons le total des opérations que l'on va voir dans le détail pour 16 507 022 euros. Ensuite, nous avons les immobilisations en cours pour 403 521 euros. Le total des investissements est de 17 941 585 euros.

Concernant les recettes pour équilibrer cette section, nous avons des subventions pour 120 000 euros au chapitre 13. Au chapitre 20, nous avons l'immobilisation incorporelle pour 423 521 euros. Au 28, amortissements des immobilisations, 2,2 millions d'euros et au chapitre 21, virement de la section de fonctionnement, 13 481 725 euros. Nous ajoutons à cela l'affectation du résultat pour 1 738 339 euros et cela nous fait un total de 17 941 585 euros. Nous sommes donc à l'équilibre pour ce qui est de l'investissement.

Concernant les chapitres des opérations d'équipement, le chapitre 971 pour la collecte sélective est de 550 000 euros. Le chapitre 972 pour l'Usine et divers, 5 606 225 euros, dont le BREF pour plus de trois millions d'euros. Le chapitre 973, les composteurs individuels, 900 000 €. Le 974, Quai de la Mole, c'est normalement terminé, mais nous avons mis 10 000 euros au cas où pour des réparations. Le chapitre 975, c'est le gros morceau. Nous avons inscrit 8 630 000 euros qui intègrent l'acquisition du terrain.

Christophe DELIGNY

On a deux lignes parce que l'on a une ligne qui passe en AP/CP.

Robert BENEVENTI

Ensuite, vous avez le 976, Le Life Subvention Europe pour 50 000 euros. Le total est de 15 748 225 euros. Voilà en ce qui concerne l'investissement. Bien évidemment, l'ensemble des éléments qui sont là et qui ont été vus à la Commission mixte vous reproduisent, comme d'habitude et comme le fait l'administration du SITTOMAT que je remercie et félicite, tous les détails. En page 39, 40, vous avez tous les détails des dépenses. C'est vrai que sur un montant de 53 millions d'euros, on aime bien savoir d'où cela vient. Dans cette page-là, vous avez tout. Vous avez le transport. Vous avez le traitement des REFIOM. Vous avez la collecte sélective par Communautés. Vous avez l'Usine pour 18 millions d'euros. Vous avez les déchèteries pour 10,8 millions d'euros. Tout cela nous donne un total de 53 431 000 euros. Ce n'est quand même pas rien. C'est la part majeure du budget. Et ce n'est pas cher, dit le Président.

Le Président

Tout à fait, quand on compare les prix.

Robert BENEVENTI

On a donc tout vu chapitre par chapitre que ce soit en fonctionnement et en investissement et nous allons pouvoir maintenant procéder au vote, sauf si vous avez des questions sur des points qui ne vous semblent pas clairs. Je dois dire, pour avoir pris connaissance de tout ce dossier, que vous avez fait un travail de transparence qui est assez remarquable et je vous en remercie.

Christophe DELIGNY

Je remercie Géraldine qui a bien contribué à cet exercice.

Le Président

Juste quelques mots. Le chiffre des valorisations énergétiques, c'est l'un des plus bas de France. Premièrement parce que notre unité produit de la chaleur et de l'électricité. Aussi parce que l'usine est amortie depuis des années. Ensuite, vous avez en investissements 900 000 euros pour les composteurs. C'est important parce que si l'on ne se met pas en ordre de marche pour les biodéchets, demain, on va être obligés de trouver des solutions qui vont être bien plus coûteuses que les 900 000 euros de composteurs. Coûteuses, pas forcément pour le SITTOMAT, mais aux EPCI qui seront en charge de la collecte. Parce que si vous mettez en place la collecte en porte à porte de biodéchets, cela coûte une fortune. Si vous faites de l'apport volontaire en pieds d'immeubles, cela coûte un peu moins cher, mais cela coûte quatre fois le prix d'une collecte d'ordures ménagères. Quelquefois, de mettre en place des composteurs, c'est enlever une quantité de tonnage que l'on ne sera pas obligés de passer ni par de l'apport volontaire ni par du porte-à-porte. C'est pour cette raison que nous avons mis un peu le paquet. L'objectif est d'arriver à terme à 100 000 composteurs. Il prendra peut-être des années. Pourquoi 100 000 composteurs ? Parce qu'en termes de population, cela correspondra pratiquement exactement à la moitié de la population du SITTOMAT. Donc donnons-nous cet objectif. Comme je vous l'ai dit à plusieurs reprises, certains élus membres d'une association font pression sur le ministère pour que l'on augmente la TGAP pour les collectivités qui ne seront pas en porte-à-porte pour les biodéchets. Et nous, au niveau Amorce, au niveau de l'AMF, nous répondons que la loi dit que l'on doit fournir un système de tri à chaque administré, mais on n'oblige pas forcément à aller vers du porte-à-porte ou de l'apport volontaire. Donc nous nous battons pour dire au ministère que si l'on met des composteurs, on répond à la loi, mais le ministère nous dit que dans ce cas-là, il faudra prouver que l'on fournit bien un composteur à chaque famille. C'est donc un objectif important. Le centre de tri, c'est la même chose. Nous en avons suffisamment parlé. Donc oui, c'est un gros budget, Robert. Je crois que depuis la construction de l'usine en 84 et du troisième four en 97, le SITTOMAT n'avait pas eu un budget aussi important.

Quant à la transparence, tu as bien fait de le rappeler. Je crois que c'est important. Le Syndicat a été montré du doigt pour différentes raisons. Nous nous devons de toute façon d'avoir la transparence la plus totale.

Robert BENEVENTI

Chaque membre ici possède la même chose que ce que j'ai avec tous les détails. Évidemment, ce n'est pas un ouvrage de Victor Hugo, mais ce n'est pas ce que l'on demande. Mais il y a tous les textes. La seule chose que je demanderai peut-être, si c'est possible, tu viens de l'exprimer, c'est d'avoir un comparatif. S'il y a un comparatif par rapport à des prix nationaux, autant nous le présenter à l'occasion du budget. Donc on sort nos prix et en face, on met le prix moyen national. Cela nous permet de suivre un peu.

Le Président

Le prix moyen national, c'est difficile parce que comme je te l'ai dit, suivant la grandeur du Syndicat, nous n'aurons pas les mêmes prix. Mais par strate, un gros Syndicat similaire au notre, je pense à Nice par exemple, à Marseille, à Lyon, à Nantes, on peut avoir...

Donc merci à l'équipe composée de nos collaborateurs et de Robert d'avoir monté ce budget.

S'il n'y a pas de questions, nous passons au vote. En sachant que toute l'année, si vous avez des questions, Géraldine est à votre disposition. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité. Merci.

Vous avez des commentaires à l'intérieur. Cela existe depuis des années. C'est important parce que dans le courant de l'année, si vous vous posez des questions de savoir pourquoi l'on a fait ça, sur la page qui est à côté du budget, vous avez les montants et les raisons ou le nom de l'achat.

Christophe DELIGNY

Ou les décompositions quand il y a effectivement une somme importante, comme les trois millions d'euros dont on parlait. Il y a la décomposition qui détaille ce que cela intègre.

V. 1785 - Révision de l'autorisation de programme et des crédits de paiement relatif à l'opération de construction du centre de tri des collectes sélectives du SITTOMAT

Robert BENEVENTI

La 1785, il s'agit donc d'une délibération à prendre pour modifier une AP/CP. Puisque le 6 avril 2022, le Comité syndical approuvait la création d'une autorisation de programme et des crédits de paiement relative à l'opération de construction du centre de tri des collectes sélectives du SITTOMAT.

L'augmentation des coûts de la construction et surtout des équipements de tri, constatée à l'occasion des opérations similaires attribuées en 2022, nécessite de revoir à la hausse l'autorisation de programme fixée sur la base des prix connus fin 2021. L'augmentation est de 6 956 000 euros hors taxes. Les crédits de paiement sont répartis sur la période 2022-2026 de la manière décrite dans le tableau que vous avez sur l'écran :

Création du centre de tri :

- Montant de l'AP hors taxes, 38 387 000 euros.
- Les crédits de paiement pour 2022 étaient de 493 581 euros. Pour 2023, 8 833 092 euros.
- En prévision pour 2024, 2025 et 2026, vous avez 12 795 340 euros, 14 536 050 euros et 1 728 936,10 euros pour terminer l'opération.

Le Président

Avez-vous des questions ? Pas de question. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité. Merci.

VI. 1786 – Élection de deux Vice-Présidents

Le Président

Nous passons à la 1786. Je vous rappelle que par délibération du 15 mars, nous avons autorisé la création du poste d'un sixième vice-président afin de permettre à notre nouvel adhérent, la Communauté de Communes Méditerranée Porte des Maures, d'être représenté au Bureau du Syndicat.

En même temps, la Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume a modifié par délibération du 6 février, la liste des délégués titulaires et suppléants autorisés à siéger au SITTOMAT. Monsieur René Jourdan, délégué titulaire et premier vice-président du SITTOMAT, devient délégué suppléant et Monsieur Jean Teyssier, délégué suppléant, devient délégué titulaire. Monsieur René Jourdan ne peut plus exercer ses fonctions de premier vice-président du Syndicat et a ainsi notifié par courrier à Monsieur le Préfet sa démission de sa fonction de vice-président.

En conséquence, il convient de procéder au remplacement de Monsieur Jourdan.

J'ai un petit moment d'émotion parce que quand je suis rentré dans ce Syndicat il y a quelques années, j'étais le plus jeune. René y était déjà avec Jean-Michel Lecigne. Jean-Michel qui m'appelait et qui m'a appelé très longtemps, encore la veille de sa mort, « Mon petit ». Cela me fait tout drôle.

Considérant ce qu'il précède, il convient de procéder à l'élection de deux nouveaux vice-présidents qui occuperont les postes de 5^{ème} et 6^{ème} vice-présidents. Les vice-présidents qui restent en poste vont tous remonter d'un rang.

Nous avons reçu la candidature de Monsieur Martinelli pour le poste de 5^{ème} vice-président pour représenter la Communauté de Communes Méditerranée Porte des Maures. Pour le 6^{ème} vice-président permettant de remplacer Monsieur René Jourdan, nous vous proposons Monsieur Teyssier. Y a-t-il d'autres candidatures ? Non.

Nous devons voter à bulletin secret. Dans les enveloppes, vous avez trois bulletins. Vous avez un bulletin au nom de chaque vice-président et vous avez un bulletin blanc. Si vous le coupez en deux, cela fait un blanc pour chacun, pour ceux qui veulent voter blanc. Nous allons désigner les deux plus jeunes pour procéder au dépouillement, Chrystelle et Anne-Marie.

VII. 1787 – Autorisation au Président pour signer l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation et la modernisation de l'UVE du SITTOMAT

Le Président

Autorisation au Président pour signer l'avenant 2 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'UVE. Je passe la parole à Thierry.

Thierry ALBERTINI

Monsieur le Président, merci. Nous avons ce matin réuni la Commission délégation de service public, de façon à examiner cet avenant n°2 qui est assez complexe, qui est assez complet aussi et qui est la clause de revoyure de la DSP et permet justement de la formaliser. En particulier, il y a des éléments intéressants surtout au niveau de la renonciation de Zéphire à toutes les prétentions qu'avait Zéphire et toutes les demandes qui s'élevaient à près de 10 millions d'euros. Cette renonciation est bien incluse dans cet avenant. C'est important. Je pense que c'est un élément fort de l'avenant. Il y a aussi des éléments concernant l'intégration de la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez, ainsi que Méditerranée Porte des Maures qui viennent amoindrir le vide de four qui était dû à Zéphire. De fait, il y a un différentiel qui coûte au SITTOMAT environ 200 000 euros par année. Dans les autres dépenses, il y a une augmentation forte des assurances qui s'élève elle aussi à environ 200 000 euros par année.

Tout cela réuni, avec également un manque à gagner du SITTOMAT sur le vide de four, fait que cet avenant ne dépasse pas largement les 2,4 % de la totalité du coût de la DSP. Mais nous avons préféré garder 2,4 % maximum. Ainsi, s'il y avait des augmentations, ne serait-ce que d'assurances, nous n'aurions plus d'avenant à passer à l'avenir.

J'ai vraiment synthétisé. Christophe peut peut-être dire un mot, mais peut-être pas aussi détaillé que tout à l'heure.

Christophe DELIGNY

Simplement pour dire qu'effectivement, les 2,4 % d'impact financier maximum de l'avenant sur le montant initial du marché ont été calculés en considérant une hypothèse péjorative. À savoir que Zéphire ne ferait plus une tonne de déchets tiers sur les huit prochaines années. Nous avons diminué le forfait lié au droit d'usage. Il est passé de 37 000 tonnes à 5 000 tonnes. Par contre,

toutes les tonnes en plus que rentrera Zéphire en qualité de déchets tiers feront l'objet du versement du droit d'usage au SITTOMAT. Donc en faisant l'hypothèse qu'en huit ans, Zéphire ne rentrerait aucune tonne tierce au-delà de ces 5 000 tonnes, c'est ce qui conduit effectivement au calcul de ces 2,4 %. Bien évidemment, nous n'en sommes pas là et s'ils exploitent normalement, nous avons fait le calcul que nous étions plutôt entre 0,6 et 0,7 %.

Thierry ALBERTINI

Oui. Donc nous en sommes vraiment loin. Il faut dire aussi que tout cela a été possible grâce aux réunions qui ont lieu, notamment les séances de médiation qui ont eu lieu et qui ont permis d'avoir une Commission de conciliation qui a permis d'aboutir à ces chiffres-là, et surtout à la renonciation des prétentions de la société Zéphire.

Christophe DELIGNY

Peut-être rappeler aussi un dernier point, c'est qu'initialement, la réclamation faite par Zéphire portait sur un passif sur la période 2013-2020 que l'on avait chiffré à un peu plus de 10 millions d'euros. En l'occurrence, l'avenant contient zéro sur ces dix millions d'euros de prétentions. Il n'y a donc aucune indemnité versée au titre du passif. Et dans la réclamation de Zéphire, ce passif se traduisait par une augmentation de certains prix pour le futur. En l'occurrence, les seuls chapitres sur lesquels nous avons donné suite, c'est bien la modification du droit d'usage, tel que Monsieur ALBERTINI vient de le dire, et la participation au surcoût des assurances, mais au-delà d'un certain seuil, à peu près deux fois le montant de la prime initiale et à hauteur de 40 % pour le Syndicat du surcoût et non pas 100 %. Ensuite, quelque chose plus annexe comme la répartition des recettes des certificats d'énergie, mais qui représentent quelques milliers d'euros par an.

Le Président

Il faut surtout se dire que nous avons eu raison de tenir bon et de refuser les prétentions de nos amis d'en face. Et félicitations à la mission interne composée de Michel Marin, de Christophe et de Michel Ollagnier.

Je vous propose de voter la délibération que l'on vient de définir, s'il n'y a pas de questions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité.

Je reviens sur la délibération 1786 concernant les élections. Étaient inscrites 18 personnes. Ont voté 18 votants. Il n'y a pas de blanc. Il n'y a pas de nul. Les suffrages exprimés sont donc au nombre de 18. Patrick Martinelli a obtenu 18 voix et Jean Teyssier, 18 voix également. Je vous déclare installés.

Applaudissements

VIII. 1788 – Autorisation au Président ou à son représentant pour signer les avenants n°1 aux marchés de mise à disposition, entretien, maintenance et transports des bennes de déchèteries de l'aire toulonnaise lots 1, 2 et 3

Le Président

Nous passons à la 1788, autorisation au Président pour signer l'avenant aux marchés de mise à disposition, entretien, maintenance et transports des bennes. Thierry. Nous ne l'avons pas présenté en CAO parce qu'il n'avait pas d'impact financier

Thierry ALBERTINI

Voilà. Depuis le démarrage des prestations, de nouveaux besoins sont apparus qui nécessitent de compléter le BPU des trois lots en y ajoutant la mise à disposition des caissons à compaction de 30m³ et des compacteurs monobloc. C'est la raison pour laquelle il a été proposé de conclure un

avenant sur les lots 1, 2 et 3 pour ajouter les prix manquant au BPU. Ces modifications n'ont qu'un impact très limité sur les marchés, car ces équipements à compaction représentent au plus quelques unités pour chaque lot. Ces derniers comprenant entre 60 et 85 bennes. Ils seront mis généralement en substitution d'une benne classique pour permettre des économies sur la partie transport des marchés. Les montants de ces prix nouveaux sont identiques à ceux déclarés sur les lots où ils sont déjà présents. Il s'agit simplement de rajouter sur le BPU, un certain nombre de prix.

Le Président

Très bien. Y a-t-il des questions ? Pas de questions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité.

IX.1789 – Autorisation au Président ou à son représentant pour signer le marché relatif à la sensibilisation au tri des biodéchets et à la distribution de composteurs en porte-à-porte

Le Président

1789, autorisation au Président pour signer le marché relatif à la sensibilisation au tri des biodéchets et à la distribution de composteurs en porte à porte.

Thierry ALBERTINI

La sensibilisation au tri des biodéchets et surtout la distribution des composteurs en porte à porte, c'est un élément important. Nous avons fait deux lots. Un premier lot qui est TPM et Sud Sainte-Baume et un deuxième qui inclut la Vallée du Gapeau, Porte des Maures et le Golfe de Saint-Tropez.

Nous avons eu deux candidats pour le lot n°1, La Poste et Kroc'Can. Pour le lot n°1, la Commission d'appels d'offres qui s'est réunie ce matin a désigné en 1, Kroc'Can et en 2, La Poste. Pour le lot n°2, il y avait trois candidats, La Poste Kroc'Can et L&M. C'est La Poste qui a été classée en n°1, Kroc'Can en n°2 et L&M en n°3.

Le tarif est défini au composteur distribué. C'est-à-dire que chaque fois qu'un composteur est distribué, il y a un prix. S'il n'y a pas de composteur distribué, c'est zéro. C'est 30 euros pour le lot n°1 avec Kroc'Can et 29,50 euros pour le lot n°2 avec La Poste.

Les équipes sont quand même importantes puisque c'est deux fois 13 personnes qui sont prévues pour faire ce porte-à-porte. Sachant que les personnes restent en général une vingtaine de minutes par habitant et que l'on a à peu près 170 000 à 180 000 foyers à visiter, donc ce n'est pas rien. C'est une opération importante qui se fera sur une année maximum, jusqu'à l'été 2024.

Le Président

Avez-vous des questions ? Pas de questions. Je vous propose de passer au vote. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité.

X. 1790 – Autorisation au Président pour solliciter les aides les plus larges pour les opérations de sensibilisation au tri des biodéchets et la mise à disposition de composteurs

Le Président

Autorisation au Président pour solliciter les aides les plus larges pour les opérations de sensibilisation au tri des biodéchets et la mise à disposition de composteurs. Comme nous venons

de le dire, nous vous rappelons que notre objectif est de contacter 137 000 ménages sur 12 mois pour sensibiliser entre 50 et 60 % des foyers. Le coût total de cette opération inclut l'achat des composteurs.

Christophe DELIGNY

C'est à peu près 60 euros le composteur et j'avais évalué à 35 euros la distribution dans la demande de subvention qui est déjà partie, puisque c'est maintenant dématérialisé. Cette distribution de composteurs sera plutôt autour de 30 euros.

Le Président

Cela fait donc 1,75 million d'euros pour l'achat des composteurs. Le démarchage et la mise à disposition des composteurs, 1,05 million d'euros. Nous aurons en plus, de la communication autour de cette action pour 200 000 euros, ce qui nous amène à un total de trois millions d'euros.

Je vous demande donc de m'autoriser à solliciter les aides le plus larges. Y a-t-il des questions ?

Robert BENEVENTI

Juste une information. Budgétairement, c'est sur deux exercices. Nous n'avons pas toutes les sommes pour cette année.

Le Président

Non. Nous avons mis 900 000 euros. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité.

XI. 1791 – Autorisation au Président pour renouveler l'agrément du SITTOMAT à l'accueil de deux volontaires du Service Civique

Le Président

Autorisation au Président pour renouveler l'agrément du SITTOMAT à l'accueil de deux volontaires du service civique, et j'ajouterai, si l'on en trouve. Tout le monde connaît le service civique. Pour exemple, à la Métropole de Toulon, nous avons cherché quatre services civiques et on ne les a jamais trouvés. Le SITTOMAT devra verser à chaque volontaire une indemnité de 111,35 euros par mois. Ils pourront bénéficier de tickets restaurant.

Robert BENEVENTI

Cela dépend peut-être des sujets parce que les jeunes sont quand même impliqués pour la défense de l'environnement.

Le Président

Si vous en connaissez, envoyez-les-nous. Des questions ? S'il n'y a pas de questions, nous passons au vote. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité.

XII. 1792 – Renouvellement d'une activité accessoire au profit de Monsieur Sylvain Crouzet

Le Président

Et enfin, nous avons le renouvellement d'une activité accessoire pour l'aide technique et administrative de la gestion des dossiers au profit de Monsieur Sylvain Crouzet. Nous en avons parlé l'autre jour en Commission mixte. Il y a une indemnité forfaitaire mensuelle brute de 550 euros.

Y a-t-il des questions ? Pas de questions. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Unanimité. Merci.

Ainsi se termine ce Comité syndical. À titre d'information, le 13 avril, c'est-à-dire demain, se déroulera une visite, pour ceux qui le souhaitent, de l'usine de valorisation qui est en face. Et nous sommes en train de monter une visite de Valréna à Nîmes qui nous trie les plastiques. Pour ceux qui seraient intéressés, cela a deux intérêts. Le premier est de voir comment nos plastiques sont triés. J'ai des délégués métropolitains qui m'ont demandé de pouvoir aller voir, donc je l'ouvre aussi aux membres du SITTOMAT. Le deuxième intérêt est de voir comment est conçu un centre de tri. Puisque très vite, nous allons devoir nous occuper de la construction du nôtre.

Très simplement, il faut envoyer un mail au secrétariat en disant que vous êtes intéressés. Si nous sommes assez nombreux, nous le ferons. Si nous ne sommes que deux ou trois, on ne le fera pas. Ceux qui sont intéressés, donnez une réponse de principe : « Je suis intéressé pour visiter le centre de tri de Valréna. » Nous essaierions de programmer cette visite au mois de mai.

Merci à tous.

La séance est levée